

Après les municipales, les européennes... Cela va-t-il changer quelque chose pour les citoyens ? Il serait souhaitable qu'il en soit ainsi mais nos citoyens en sont ils convaincus ? Malheureusement nous constatons que les désillusions sont bien là et marquent sans aucun doute la fin d'un système politique épuisé et accaparé par une oligarchie de notables incapables d'écouter et de comprendre les citoyens.

Résignation, renoncement ou révolte : que feront nos concitoyens ?

Vont-ils eux aussi renoncer à mener les combats comme nos hommes politiques au pouvoir en France et en Europe ? Vont-ils sortir de leurs clivages comme aux municipales alors que certains programmes étaient très proches ?

Les partis politiques sont-ils capables d'intégrer des citoyens non encartés pour mener des combats communs sans forcément être en accord sur tout ?

La construction européenne actuelle ne correspond pas aux aspirations des peuples et ne permet pas les échanges nécessaires pour atténuer leurs divergences qui sont bien réelles mais aussi si enrichissantes.

L'Europe ne se réalisera que dans l'échange, la coopération et le respect de chacun alors que la politique actuelle est aux antipodes de ces valeurs.

"Europe dénaturée", "Le doux monstre de Bruxelles" et plus encore !

Au moment où l'on nous parle de réduction des dépenses publiques, où l'on matraque les fonctionnaires (trop nombreux, inutiles et privilégiés), jamais n'est remis en cause la machine infernale de Bruxelles avec son administration européenne largement privilégiée et financée par des états endettés.

Remettre en cause la construction européenne n'est pas être anti européen sauf pour quelques partis nationalistes déformant la défense possible et nécessaire de la nation. En effet la construction européenne ne se fera pas par la destruction et la disparition des nations (nous savons que c'est une hypothèse qui porte débat et alors ?).

L'utopie est nécessaire et fait avancer les idées mais il faut aussi faire preuve de réalisme, savoir regarder les situations vécues par les citoyens confrontés à des difficultés majeures ce qui se traduit parfois par des réactions illusoire (voir le poids du Front national).

Tous les citoyens ne subissent pas la crise avec la même acuité et la solidarité peut être le seul moyen d'éviter les dérives de ceux dont objectivement il est difficile de blâmer les choix.

Je pense que l'on ne doit jamais renoncer à défendre des idées. Si ce n'est pas pour soi, c'est aussi parce qu'il ne faut pas renoncer pour les générations futures qui pourront mener leurs propres combats (il faut leur faire confiance). Car nous avons la responsabilité d'en maintenir la possibilité avant qu'il ne soit trop tard. Le combat contre le traité transatlantique (TAFTA) en est l'illustration.

La situation actuelle met en émergence un choix de société : la finance ou les peuples, la gouvernance ou la démocratie, l'argent ou les valeurs, un système durable ou prédateur.

Attac 17 a la volonté d'être de tous ces débats, de participer avec d'autres aux convergences constructives pour un autre monde possible.

Le mois de Mai a souvent été propice à des réflexions de changement.

le président d'attac 17, daniel chuillet



**lendemain de 1er mai à Cuba, Dulce Maria, avait 18 ans lors de la révolution cubaine à laquelle elle a participé**

### sommaire

- 2 l'union européenne : un rêve dénaturé
- 3 l'union européenne : un rêve dénaturé (suite)
- 4 bel avenir si on laisse faire - la Nef devient une banque
- 5 convocation aux assemblées générales extraordinaire et ordinaire d'attac 17
- 6 rapports moral et financier
- 7 activités des groupes locaux
- 8 bulletin d'adhésion 2014

**A**

débouchés grâce au Plan Marshall ;

- en avril 1949, les Etats-Unis consolident leur domination militaro-industrielle en créant l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord).

En 1951, six pays européens (Allemagne fédérale, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas) créent la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) pour continger la production de ces deux produits de base et éviter la compétition inter-étatique, qui a conduit aux deux guerres mondiales. En 1957, avec le Traité de Rome, la CECA devient la Communauté économique européenne, qui sera complétée en 1968 par l'adoption du Plan Mansholt, instaurant la Politique agricole commune (PAC), dont l'objectif est l'autosuffisance alimentaire.

Tout se passe donc dans la convergence entre ces six pays fondateurs. Mais trois crises viennent perturber la convergence :

- en 1971, la décision des Etats-Unis de la fin de la convertibilité entre le dollar et l'or ;

- en 1973, la première crise pétrolière vient ajouter une perturbation supplémentaire ;

- en 1979, la deuxième crise pétrolière ait monter le prix du baril de pétrole à 32 dollars en juillet 1980 et le chômage commence à augmenter sérieusement.

Dès ce moment le rêve européen commence à être "dénaturé", d'autant plus qu'en 1979, Margaret Thatcher arrive au pouvoir au Royaume-Uni et met en œuvre les théories néolibérales de l'Ecole de Chicago. Le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni avaient rejoint la CEE en 1973. L'entrée du Royaume-Uni dans la CEE a été une profonde erreur qui se paye encore aujourd'hui.

Jacques Delors arrive à la Présidence de la Commission en 1985, il prépare l'Acte Unique, qui entrera en vigueur en juillet 1989. Mais cela n'améliorera pas la convergence entre les Etats-membres parce que le patronat européen s'opposera à l'inclusion d'un volet social au marché commun, et le président de Phillips, Monsieur Dekker, imposera la vision libérale du patronat dans la rédaction

**l'union européenne : un rêve dénaturé**

de cet Acte Unique. Et la crise budgétaire éclate en décembre 1986. Elle se poursuivra puisque le Conseil est incapable en 1987 d'adopter le budget de 1988. Le 19 octobre 1987, le "lundi noir", la Bourse de New-York chute de 21.6%. Les événements perturbateurs s'enchaînent : novembre 1989, chute du mur de Berlin ; octobre 1990, réunification de l'Allemagne ; août 1991, dissolution de l'URSS.

Le 7 février 1992, par le Traité de Maastricht, la CEE devient l'Union européenne ; ce traité prépare la monnaie unique, crée une citoyenneté européenne et donne au Parlement européen (PE) un pouvoir de co-décision avec le Conseil.

Signé en 1997, le Traité d'Amsterdam entrera en vigueur le 1er mai 1999. On y trouve deux erreurs fondamentales : 1) la mise en place de l'Euro, monnaie unique et non pas monnaie commune adossée à des monnaies nationales, 2) le contrôle de la monnaie est confiée à la Banque centrale européenne (BCE), indépendante, qui ne prête pas aux Etats mais aux banques privées, et qui lutte contre l'inflation sans égard pour le taux de chômage. Dix sept pays font partie de la zone euro.

Entre-temps, la Grèce (1981), l'Espagne et le Portugal (1985) rejoignent la CEE. Le 1er janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède entrent dans à leur tour dans l'UE. Ces élargissements se font toujours sans harmonisation sociale et fiscale.

Constatant en décembre 2001 que les traités d'Amsterdam et de Nice ne résolvent rien, les chefs d'Etats rédigent en décembre 2001 la Déclaration de Laeken pour convoquer une Convention et réformer ces traités.

Cette Convention se réunit de février

2002 à juin 2003 et elle rédige le projet de Traité constitutionnel. Il sera rejeté en mai-juin 2005 par référendum en France et aux Pays-Bas. C'est la crise ouverte.

Entre-temps, une autre grosse erreur sera commise en élargissant l'UE de 15 à 25 Etats-membres, puis encore en 2007 pour passer à 27, puis en 2012 avec l'arrivée de la Croatie soit 28 membres.

Les disparités entre ces états sont considérables :

- si le PIB par habitant dans l'UE à 28 est de 100 en 2013, celui de la France est de 109, de l'Allemagne de 123, de la Roumanie de 50 et de la Bulgarie de 47 ;

- en 2013, le salaire minimal en Belgique est de 1502 euros, en France de 1445 euros, en Roumanie de 191 euros et en Bulgarie de 174 euros, l'Allemagne n'a pas de salaire minimal.

En 2007, à l'initiative d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy, le traité de Lisbonne est adopté par voie parlementaire et par référendum en Irlande en 2009 ( après un premier rejet en 2008). En 2008, survient la crise des sub-primes aux USA entraînant une crise internationale du système bancaire et un ralentis-



l'union européenne : un rêve dénaturé ( suite )

sement de l'activité économique – les états renflouent les banques mais gonflent les dettes publiques.

L'UE se caractérise aujourd'hui par la pagaille, par l'absence de collaboration et de régulation, par la compétition inter-étatique et par la technocratie institutionnelle.

L'absence de démocratie est manifeste :

1- après le rejet en 2005 du Traité constitutionnel par la France et les Pays-Bas, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy reviennent avec le Traité de Lisbonne, puis avec le TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union) et le MES (mécanisme européen de stabilité) qui imposent des règles budgétaires strictes ;

2- en 2012, sous la pression d'Angela Merkel, la politique d'austérité est mise en place et pour tenter d'enrayer la crise des dettes publiques, l'UE la BCE et le FMI mettent en place des systèmes de prêts moyennant l'adoption de politiques d'austérité, paupérisant de larges fractions des populations ( notamment dans les pays du sud et en Irlande ) ;

3- le PE est constitué de représentants des Etats, il n'y a pas de listes transnationales entre ceux-ci. L'UE est une combinaison entre élitisme & populisme : le Conseil et la Commission sont des institutions non démocratiques, la Commission est une oligarchie technocratique dirigée par 28 commissaires.

4- BCE & Euro, monnaie unique, sont deux erreurs manifestes : la BCE ne prête pas aux Etats, la monnaie unique, l'Euro n'est pas une monnaie commune.

Les traités sont un ensemble de règles où priment les contraintes indépassables de l'Economie de Marché, grâce à la complicité des lobbys d'acteurs privés (représentants du capitalisme monopolistique), prescripteurs d'une conception étroite de gouvernance qui minimise, voire exclut le rôle protecteur de l'Etat-nation. Il n'est pas étonnant dès lors de constater la montée des populismes, puisque l'identité citoyenne, qui trouvait sa place dans le cadre national, ne retrouve aucun équivalent dans la Citoyenneté européenne.

Que sont en réalité le Marché unique et la Concurrence ?

En réalité, il n'y a pas de concurrence mais des oligopoles. La stagnation (absence de croissance) résulte des augmentations de la productivité recherchées et encouragées pour augmenter la rémunération du capital. Ceci entraîne automatiquement un surcroît de chômage, une diminution du pouvoir d'achat d'une partie toujours plus grande de la population et une augmentation de



leur endettement. L'accumulation de capital, qui ne trouve plus d'opportunités suffisantes de faire du profit par des investissements productifs se tourne alors vers la spéculation.

L'innovation permettrait soit-disant au capitalisme de se régénérer, c'est oublier que chaque innovation entraîne son lot de destructions, Schumpeter parlait "d'innovation destructrice" et inventait la notion de cycles d'adaptation qui sont précisément les crises dont a besoin le capitalisme pour se remettre en route, mais qui génère des domma-

ges aux humains et à l'environnement. La tendance naturelle du capitalisme conduit à la stagnation, à de la concentration dans des multinationales, qui détruisent la concurrence pour constituer des monopoles ou des oligopoles et qui annulent la compétition. La recherche d'innovations par les multinationales se fait par le dépôt de brevets à caractère exclusif renforçant encore les monopoles.

Les multinationales utilisent des prix de transfert pour l'optimisation fiscale, et de l'évasion fiscale par des paradis fiscaux et juridiques. Il faut donc une Taxe Tobin pour ralentir cette évasion. En 2010, le FMI évaluait les fuites par les paradis fiscaux à 1/3 du PIB mondial.

L'UE est une structure post-moderne qui impose la thérapie par le marché, mais elle est incapable de traiter la simultanéité déconcertante du taux de chômage élevé et d'un taux de natalité bas. L'usage excessif du système économique de marché, dont

le but est de faire baisser les coûts en libérant massivement de la main d'œuvre, se fait aux dépens des systèmes sociaux.

Les Etats-nations, responsables de l'éducation, de la qualification, de la redistribution, peinent à assurer la subsistance des êtres considérés comme " en trop " par le marché, et ces « êtres en trop » sont placés sous sédatif dans les " Pôles emploi " et leurs procédures disciplinaires.

Les solutions qui consisteraient à diminuer le temps de travail, la consommation d'énergie ou les quantités produites sont considérées comme un mal, assimilé à de l'oisiveté et ce qui concerne le temps de travail.

Pourtant, il faudra se résoudre à envisager la prospérité sans croissance ou la sobriété volontaire ... pour éviter l'épuisement des ressources naturelles et le réchauffement climatique.

Il faudra donc bien re-politiser autrement l'UE et la refonder sur d'autres bases.





**bel avenir, si on laisse faire**

On le sait, désormais : ils iront jusqu'au bout. Ils raseront les forêts. Ils videront les mers des thons, des baleines, des sardines. Ils pressureront les roches. Ils feront fondre les pôles. Ils noirciront l'Alaska. Ils réchaufferont l'atmosphère jusqu'à ébullition. Ils nous vendront un air coté en Bourse. Ils affameront des continents. Ils sauveront les banques avec nos retraites. Ils solderont les routes, les îles, les jardins publics au plus offrant. Ils spéculeront sur nos maisons, notre santé, notre éducation. Ils mettront, à force de stress, la moitié des travailleurs sous antidépresseurs – et l'autre moitié au chômage. Ils lèveront des impôts sur nos égouts, nos chaussettes, notre haleine – plutôt que de toucher à leurs bénéfices. Le doute n'est plus permis : qu'on les laisse faire, et tout ça ils le feront. Voilà leur programme pour ne rien changer, ou si peu. Pour préserver leurs privilèges, leurs dividendes, leurs jets privés, leurs allers-retours en classe affaires. Pour se bâtir des ghettos sociaux, sécuritaires, climatiques – où les plus riches de nos enfants, les plus serviles, les plus laquais, seront admis en leur compagnie.

françois ruffin

**la NEF devient une banque**

La NEF, société coopérative de finance solidaire, peut et va devenir une banque coopérative à part entière. Pour en savoir plus, aller sur son site <http://www.lanef.com>

Attac qui a beaucoup dit sur les dérives de la Finance et mène une campagne (<http://www.lesrequins.org/>) a là une occasion de faire entendre sa voix et d'inciter ses adhérents à participer à une expérience qui va dans le bon sens.

On a vu combien les banques coopératives sont devenues comme les autres banques, avec les dérives que l'on connaît. Même si les responsables actuels sont pleins de bonnes intentions, il est essentiel de rester vigilant. Nous pouvons être des milliers d'Attac à devenir sociétaires pour faire entendre notre point de vue et peser sur les orientations.

On parle souvent de démocratie à Attac. Est-ce qu'on n'oublie pas un peu trop souvent d'utiliser les moyens que l'on a de se faire entendre en n'allant pas dans les assemblées générales des coopératives, mutuelles, etc... ?

alexis denis



crédit photos  
daniel guérin  
cuba, mai 2014

**réunions des groupes locaux**

Rochefort 1er mardi du mois  
La Rochelle 3ème lundi du mois

**cafés repaire**

Rochefort 3ème jeudi du mois à 18h30 au café Le Caporal, rue Gambetta  
La Rochelle 4ème vendredi du mois à 19h au restaurant La petite marche, rue des 3 fuseaux  
Saintes 2ème mercredi du mois à 18h30 à La Musardière, rue Alsace Lorraine

**contacts**

Marennes Oléron	François Bonnes	05 46 87 39 29
La Rochelle	Daniel Guérin	05 46 00 29 94
	Claude Trotin	05 46 56 80 70
Saintes	Denys Piningre	05 75 60 86 88
Rochefort	François Bonnes	05 46 87 39 29
	Yannick Humbert	05 46 97 17 98
St. Jean d'Angély	Marie-Noëlle Barreau	05 46 32 10 92
Royan	Jean-Claude Garrandeau	05 46 39 20 34